

L'énigme de l'AKP : regards sur la crise politique en Turquie

Par **Gülçin Erdi Lelandais**

Gülçin Erdi Lelandais est docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et enseigne à l'Institut d'études politiques de Toulouse. Ses travaux portent sur les mobilisations collectives, l'altermondialisme, les mouvements transnationaux et la Turquie.

La crise politique qui s'est développée autour du choix du président montre une fois de plus la fragilité du système démocratique turc. L'armée et les élites kémalistes laïques refusent de faire sa place à l'islam politique. L'AKP, arrivé au pouvoir démocratiquement, représente-t-il un risque pour la République laïque ? Peut-on vraiment parler d'un parti islamiste ? N'est-il pas d'abord un ennemi construit par les élites pour conserver leur place hégémonique dans le champ politique ?

politique étrangère

L'élection présidentielle turque d'avril 2007 a ouvert une nouvelle crise politique. Le premier acte de cette crise, qui couvait depuis des mois, sur le choix du président de la République par le parti au pouvoir, le Parti pour la justice et le développement (AKP), a éclaté à la suite de l'élection manquée d'Abdullah Gül, ministre des Affaires étrangères, seul candidat proposé par le gouvernement et boycotté par l'opposition au Parlement.

Le choix d'A. Gül avait déjà suscité des réactions auprès des populations de quelques grandes villes attachées à la laïcité et au kémalisme. Son épouse portant le foulard islamique, son arrivée au palais de la présidence de Çankaya aurait représenté un affront à la mémoire du fondateur de la République, premier hôte dudit palais. Le 22 avril, plus d'un million de Turcs manifestaient à Istanbul en faveur de la laïcité, à l'appel de quelque 600 organisations non gouvernementales, après un premier rassemblement le 14 avril à Ankara qui avait réuni, sur le même thème, entre 500 000 et 1,5 million de personnes.

Trois événements majeurs ont accentué la crise. Après son échec au premier tour de l'élection présidentielle, le Parti républicain du peuple

(CHP), fondé par Mustafa Kemal Atatürk, a déposé une plainte auprès de la Cour constitutionnelle pour faire annuler ces résultats. Le président du Parlement, issu de l'AKP, aurait omis de vérifier la présence obligatoire des deux tiers des députés. Alors que le Parlement turc tentait d'élire le président, l'armée lançait pour sa part un vigoureux avertissement contre toute remise en cause de la laïcité, dans un communiqué électronique diffusé sur le site officiel de l'état-major avant le second tour de l'élection. Elle y citait notamment certaines activités religieuses organisées récemment dans le pays, et considérées par les militaires comme des atteintes au système laïc. Quelques jours plus tard, la Cour constitutionnelle rendait une décision en faveur des thèses kémalistes, annulant les élections au Parlement et confirmant l'obligation d'obtenir au minimum 367 voix pour être élu.

Forces armées, haute administration, parti-État kémaliste : la triade sacrée du « régime » comme disent les Turcs, s'est levée comme un seul homme pour barrer la route à l'AKP. Ces forces n'ont à vrai dire jamais digéré la victoire de l'AKP aux dernières législatives et le processus de réforme mis en place. Les défenseurs du *statu quo* ont souvent essayé de faire trébucher le gouvernement au cours de la législature, et n'ont pas résisté à l'envie de lui porter un coup final. Le gouvernement a riposté en procédant en moins de 72 heures à un changement constitutionnel et en avançant les élections législatives au 22 juillet 2007. À compter de ces élections, l'AKP souhaite que le président de la République soit élu au suffrage universel direct à deux tours, que le mandat de législature soit réduit à quatre ans (au lieu de cinq), et que l'âge de l'éligibilité passe de 30 à 25 ans. Les modifications des modalités de l'élection à la présidence ont été rejetées par l'actuel président¹, mais l'hypothèse d'un référendum sur la question institutionnelle a été validée en juillet 2007 par la Cour constitutionnelle.

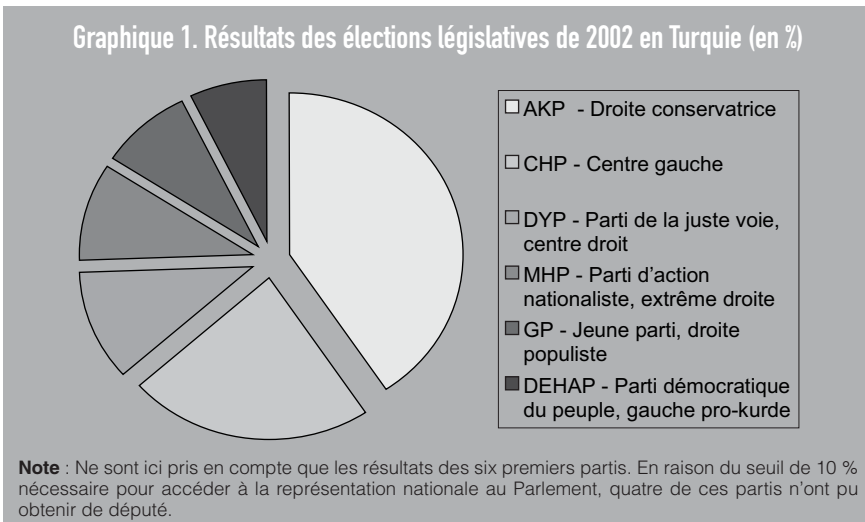
L'histoire d'une réussite sans précédent

Fondé en 2001, l'AKP est issu d'une scission du Parti de la prospérité (*Refah Partisi*) de Necmettin Erbakan, leader historique de l'islam politique en Turquie, qui a également donné naissance au Parti du bonheur (*Saadet Partisi*). En moins de deux ans, il a réussi à incarner un nouvel espoir. Lassés de l'attitude démagogique des partis traditionnels, peu convaincus de l'efficacité des mesures économiques et politiques du gouvernement de

1. En Turquie, le président de la République peut opposer son veto une fois à une loi proposée par le gouvernement. Si le gouvernement fait voter à nouveau la loi, le président est obligé de la signer (article 89 de la Constitution turque).

coalition de Bulent Ecevit, les électeurs turcs ont préféré se consoler auprès « des hommes de cœur et de conviction² ».

Les résultats des élections ont créé une onde de choc en Turquie, mais aussi dans le monde, notamment en Europe. L'AKP a obtenu 34,43 % des voix et 363 des 550 sièges. L'essor de ce parti était suggéré par de nombreux sondages, et les élections se sont transformées en une bataille entre le front laïc incarné par le CHP et les islamistes. Beaucoup des électeurs du premier étaient motivés par le souci de sauver le régime laïc, mais la majorité des électeurs ne s'est pas laissée influencer par cette mobilisation. À l'exception du CHP, qui a obtenu 19,4 % des voix et 178 sièges grâce à la mobilisation laïque, les autres formations politiques, toujours représentées au Parlement depuis leur fondation, s'en sont retrouvées exclues. Un résultat d'autant plus impressionnant dans un pays habitué à des coalitions et à des gouvernements fragiles.



Le succès de l'AKP s'explique avant tout par la conjoncture politique et économique. L'impasse économique depuis 2001 a sans nul doute davantage poussé au vote AKP que l'attente d'un régime islamiste. La Turquie a payé cher sa participation à la première guerre du Golfe en 1991 et ne s'est pas vraiment remise de ses conséquences économiques. Plusieurs plans de stabilisation ont échoué à freiner l'inflation et à calmer les crises financières, qui se sont accompagnées d'un ralentissement de la croissance et d'une augmentation du chômage. En 2002, le taux de chômage des

2. Cité dans J. Marcou, *La Victoire de l'AKP aux élections législatives de novembre 2002 en Turquie*, Le Caire, Observatoire des régimes politiques euro-méditerranéens, « Notes et études », n°4, 2003.

jeunes diplômés, un an après la fin de leurs études, était de 29,4 %, avec une décroissance du produit intérieur brut (PIB) de 9,5 % (le taux actuel global de chômage est de l'ordre de 11,5 % avec une croissance de 6,1 %)³. Sur ce contexte économique et social dégradé sont venues se greffer une situation politique instable et une tendance à l'émiettement des forces politiques, conduisant à la formation de coalitions peu cohérentes, sans grand avenir, donc peu crédibles⁴. Gérard Groc propose une autre explication de la réussite de l'AKP : « c'est aussi la victoire d'une volonté devenue majoritaire de voir une dimension sociologique et culturelle prégnante, la foi musulmane, sortir de la marginalisation dans laquelle elle est confinée par une laïcité dominante et s'affirmer au grand jour comme une option politique acceptable⁵ ». En ce sens, il souligne l'importance d'un discours où la foi est mise en avant comme support d'une morale publique fondant une honnêteté politique, qui a constitué le message central de l'AKP. L'administration de grandes villes a pu renforcer l'électorat du parti. Istanbul est un bon exemple : la ville, endettée à l'arrivée de Recep Tayyip Erdoğan à la mairie, a vu sa situation se redresser. Dans bien des cas, la gestion rigoureuse des maires islamistes s'est accompagnée d'initiatives comme la réhabilitation de quartiers anciens, le développement des transports en commun, ou une consultation plus suivie des habitants⁶.

Néanmoins, l'AKP ne l'aurait pas emporté s'il n'avait effectué une transformation en profondeur de son idéologie d'origine, le *Milli Görüş*⁷ longtemps incarné par le Parti du bien-être national (MSP) de N. Erbakan, le Refah, le Fazilet et le Saadet Partisi, non plus qu'en l'absence de son leader charismatique, R.T. Erdoğan, qui a su conquérir les masses avec son passé d'enfant du peuple.

Dès sa création, l'AKP a voulu s'affranchir de la vieille idéologie dogmatique de N. Erbakan, qui avait provoqué une intervention militaire déguisée et la dissolution du parti Fazilet par la Cour constitutionnelle en

3. Les chiffres de l'Institut national des statistiques de Turquie sont disponibles sur <www.die.gov.tr>.

4. J. Marcou, *op. cit.* [2], p. 2.

5. G. Groc, « Islam et démocratie en Turquie : une nouvelle dimension », *Revue des deux mondes*, n° 4, avril, 2003, p. 116-131.

6. Entretien avec Rusen Cakir, journaliste, cité dans J. Marcou, *op. cit.* [2].

7. Le *Milli Görüş* est au départ la plus grande organisation turque d'Europe. Fondée en 1971, à Braunschweig (Allemagne), à l'initiative de N. Erbakan en tant qu'Union turque d'Allemagne, elle a pris son nom actuel en 1994. Le terme recouvre par la suite la ligne idéologique de l'islam politique incarné par N. Erbakan (« voie nationale religieuse ») et renvoie à son livre éponyme publié en 1973 qui expose sa stratégie pour créer une république islamique en Turquie. Pour lui, il signifie : « la voie de notre nation. *Milli görüş* est synonyme de la foi du sultan Mehmet le Conquérant. Notre nation a dominé pendant mille ans le monde entier. Aujourd'hui aussi le remède de tous nos maux est cette voie nationale. [...] Le *Milli Görüş*, qui s'est approprié la lutte de la libération de l'humanité aujourd'hui comme hier, marquera de sa signature toutes les œuvres légendaires sur la voie de la construction d'une nouvelle Turquie et d'un nouveau monde.»

1998. En accédant au poste de Premier ministre en 1996, N. Erbakan ne dispose pas de la marge de manœuvre souhaitée, du fait de la vigilance de l'appareil politico-militaire. Les tentatives précédentes de faire passer des lois sur la religion se sont soldées par un coup d'État « post-moderne » – comme le qualifie le milieu médiatico-intellectuel turc –, accompagné d'interdictions d'exercice des fonctions politiques pour les principaux leaders islamistes (R.T. Erdoğan compris). Cette adversité allait pourtant être propice à un profond renouveau du mouvement : l'AKP réunit désormais l'aile la plus modérée des islamistes de Turquie, le reste étant organisé dans le Saadet Partisi qui ne recueille en 2002 que 2,5 % des voix.

L'AKP l'a emporté après une transformation profonde de son idéologie

La victoire est aussi l'œuvre personnelle de R.T. Erdoğan. Élu maire d'Istanbul en 1994, ce dernier est issu de la tradition orthodoxe du *Milli Görüş*. Né à Kasimpasa, quartier populaire d'Istanbul, dans une famille religieuse pauvre, ancien footballeur, il a fait ses études secondaires dans un lycée religieux voué à former des imams. Il avait donc toutes les qualités pour devenir un tribun pour les populations néo-urbaines des grandes villes turques. Les suffrages de tous bords se sont également portés sur un homme qui faisait figure de victime de la répression et de l'injustice. Un mois avant les élections, on lui opposait en effet une inéligibilité fondée sur la récitation publique d'un poème⁸, dans un imbroglio juridique où verdicts et contre-verdicts s'opposèrent, où la Cour de cassation, ignorant délibérément les erreurs de procédure, s'opposa à l'ancien ministre de la Justice, et où le système, arc-bouté sur ses plus hautes juridictions, sembla manipuler lui-même, par crainte d'une victoire politiquement inacceptable, une légalité dont il prétendait défendre la stricte application⁹.

En dépit de ces machinations, l'AKP, dès son arrivée au pouvoir, refuse la crispation du débat et s'emploie à convaincre l'État turc et l'opinion publique de la transparence et de la sincérité de ses intentions démocratiques et européennes. En fin de mandat, la volonté du parti d'envoyer l'un des siens à la présidence, et l'empressement de R.T. Erdoğan à modifier le système électoral ravivent cependant les méfiances. De leur côté, les élites politiques laïques tentent de convaincre la population que

8. Il s'agissait d'un poème de Ziya Gökalp, un des pères fondateurs du nationalisme turc au début du xx^e siècle. Les vers qui ont causé la condamnation de R.T. Erdoğan étaient les suivants : « Les minarets sont nos baïonnettes, les coupôles nos casques, les mosquées nos casernes et les croyants nos soldats ».

9. G. Groc, *article cité* [5].

cette longue période de conciliation avec le régime n'était qu'une dissimulation (*takiyye* disent les Turcs), voire une sorte de conspiration des leaders de l'AKP pour miner les fondements laïcs de l'État turc et réintroduire l'islam dans l'espace public.

L'AKP, cheval de Troie de l'islamisme ?

La laïcité introduite par Mustafa Kemal Atatürk en 1924 est devenue le principe fondateur de la Turquie, à tel point qu'elle figure parmi « les caractéristiques immuables dont l'altération ne peut être envisagée » selon la Constitution de 1982, toujours en vigueur. La laïcité turque est une laïcité très spécifique, assez éloignée de la conception française. Elle n'est pas une laïcité de séparation : elle vise en réalité à un contrôle de l'État sur la religion pour constituer un islam national, tous les moyens juridiques et administratifs étant réunis à cet effet. La direction des Affaires religieuses est placée sous l'autorité du Premier ministre et ce sont les écoles publiques religieuses qui forment les imams, toujours nommés par l'État, et donc fonctionnaires.

Pour Hamit Bozarslan, le kéalisme, en imposant ce type de laïcité, ne visait pas tant à écraser un mouvement religieux – inexistant si ce n'est sous la forme d'un courant d'idées – qu'à modeler un ennemi historique à sa mesure, dont l'élimination constituerait le point zéro d'une nouvelle expérience politique¹⁰. Il s'agirait donc d'un système dont le but est de donner à l'État séculier un contrôle maximal sur un phénomène religieux, dont l'influence dans la société est massive, et qui vise à faire entrer les citoyens turcs dans un modèle unique. La mise en place de la laïcité en Turquie, imposée « par le haut », a donc manqué de base sociale. Dans de telles conditions, le refoulement forcé de la religion ne pouvait qu'annoncer son retour ultérieur sous diverses formes, d'où l'organisation apparente du champ politique turc, aujourd'hui, autour de la dichotomie laïcité/islamisme.

Le divorce politique et culturel entre une élite occidentalisée et un peuple très attaché à la religion constitue, pour Nilüfer Göle, une caractéristique centrale de la vie politique des pays musulmans. L'idée de laïcité comme condition *sine qua non* d'un pouvoir politique moderne accroît cette fracture. Dans les pays musulmans qui ont connu une forte volonté politique de modernisation comme la Turquie ou l'Iran, la contradiction entre laïcité et démocratie est plus visible. Le principe de

10. H. Bozarslan, « Boire la coupe jusqu'à la lie : le Parti de la prospérité au pouvoir en Turquie », in H. Bozarslan, M. Bennani-Chraïbi, R. Leveau, *Acteurs et espaces politiques au Maroc et en Turquie*, Berlin, Centre Marc Bloch, « Cahiers » n° 8, nov-déc. 1996, p. 5-46.

laïcité a ainsi rapidement primé sur le principe démocratique de souveraineté populaire et les transitions démocratiques ont souvent été interrompues, la participation des partis islamistes aux élections étant vue par les élites locales ou occidentales comme une ruse de conquête du pouvoir à des fins théocratiques¹¹.

Dans cette perspective, la construction du « barbare islamiste » et les efforts pour englober toutes les forces subversives (islamisme, Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK], ennemis extérieurs) dans une image d'« ennemi total et unique » sont constitutifs du régime en place. La polarisation laïcité/islamisme a été ainsi ré-instrumentalisée par l'armée et une classe politique incapables de répondre à la demande sociale et culturelle. Le social et le politique laissent donc place à un processus de « reconstitution de l'ennemi » sur la base de perceptions symboliques religieuses dichotomiques qui n'ont que peu de rapport avec la réalité complexe des évolutions socio-historiques¹².

L'AKP et ses prédécesseurs n'ont donc pas été les premiers à manier l'islam comme paramètre politique. Les mesures les plus spectaculaires redonnant une place à la religion dans les affaires étatiques émanent bien davantage des partis « laïcs » que de ceux qui se réclament de l'islam politique. Le retour à la prière en arabe, l'autorisation des cours coraniques, l'intégration des cheikhs confrériques, la création d'écoles de formation des imams : toutes ces mesures ont été prises par des partis se revendiquant du kémalisme – dans une société profondément croyante et musulmane, une telle instrumentalisation de l'islam promettait des dizaines de milliers de voix à ceux qui en usaient. Turgut Özal, Premier ministre pendant six ans puis président de la République, chef du Parti de la mère patrie (ANAP, centre droit), n'a jamais hésité à s'exposer à la presse durant ses pèlerinages à La Mecque, allant jusqu'à dire : « La laïcité, c'est pour l'État, moi je ne suis pas laïc. »

**« La laïcité,
c'est pour l'État,
moi je ne suis pas laïc. »
Turgut Özal**

11. N. Gôle, « Laïcité, modernisme et islamisme en Turquie », *CEMOTI*, n° 19 - *Laïcité(s) en France et en Turquie*, juin 1995, disponible sur <cemoti.revues.org/document1691.html>.

12. F. Kentel, « Recomposition du religieux en Turquie : pluralisme et individualisation », *CEMOTI*, n° 26, juillet-décembre 1998.

13. Cité dans H. Bozarlan, *op. cit.* [10], p. 11.

Pourquoi cet acharnement quand l'AKP reprend un même discours, et s'oriente vers des mesures similaires ? Pourquoi crier au scandale, à la remise en cause des fondements démocratiques et laïcs du pays lorsque c'est R.T. Erdoğan qui s'écrie : « Si vous demandez si je suis laïc dans le sens de la défense d'un État laïc, oui, je le suis, mais si vous opposez la laïcité à l'islam, dans ce sens je ne le suis pas » ?

L'islamisme, présent dans le système politique mais tenu sous étroite surveillance, a pendant longtemps choisi de se cantonner au domaine caritatif. Face à l'adaptation de l'économie et de l'État aux conditions de la mondialisation néo-libérale, nombre d'associations musulmanes, parfois en étroite collaboration avec le parti islamiste existant, ont investi des quartiers populaires où les services publics étaient notoirement sous-développés. Ces services publics sociaux ont donc souvent été incarnés par exemple par des foyers privés, ou des cliniques, animés par des associations musulmanes¹⁴. Dans un tel cadre social, l'islam ne peut donc être perçu seulement comme un ensemble de rites ; il témoigne de l'existence d'un ciment qui réunit des communautés abandonnées par l'État néo-libéral¹⁵. Cet islam politique, qui trouve sa source et sa légitimité dans l'atténuation des frustrations de couches populaires délaissées par un État n'assurant ni la prospérité démocratique ni la prospérité économique, est donc difficilement maîtrisable par les élites politico-administratives. Le contrôle des mécanismes de légitimation dont jouissait jusqu'alors l'élite au pouvoir se trouve désormais concurrencé par d'autres forces sociales et politiques, en l'occurrence l'AKP et les mouvements qui lui sont associés. L'AKP incarne aujourd'hui une force moderne, qui défie le monopole du « parti d'État » et des formations accréditées comme légitimes, par sa volonté même de participer au système politique comme acteur à part entière¹⁶.

Il est essentiel de comprendre que l'AKP n'est plus ni le Refah ni le Fazilet Partisi. Tout en revendiquant une part de l'héritage du Refah, il s'est démarqué, au cours de l'expérience du Fazilet, des islamistes les plus intégristes et les plus anti-européens, désormais groupés dans le Saadet Partisi. Préférant désormais se définir non comme « islamistes » mais comme des conservateurs démocrates, les responsables de l'AKP vont jusqu'à se présenter comme les défenseurs d'une « vraie laïcité », d'une laïcité rompant avec le *laïcisme* sectaire du kémalisme, et se rapprochant de la tolérance en vigueur dans la plupart des pays d'Europe. Ainsi

14. L'exemple qui illustre le mieux cette situation est celui de l'association Denizfeneri, qui distribue des sacs de nourriture pendant le Ramadan, fournit des vêtements aux enfants, et aide à trouver des emplois.

15. P.M. Kemal, « Globalization, Islam and Resistance » in Gills Barry K. (dir.), *Globalization and the Politics of Resistance*, New York, Palgrave, 2001, p. 250.

16. *Ibidem*, p. 250.

R.T. Erdoğan déclarait-il devant le congrès de son parti : « Nous sommes un parti conservateur démocrate. Notre formation ne repose ni sur des bases religieuses, ni sur des bases ethniques¹⁷ ».

Faut-il prendre au sérieux cette mutation idéologique de l'AKP, ou n'y voir qu'une façade masquant une cause islamiste à laquelle les dirigeants de l'AKP n'auraient pas renoncé ? Eyüp Fatsa, député de l'AKP, répond à la question : « Il ne faut pas avoir peur. Nous sommes sincèrement occupés à établir une vraie démocratie en Turquie. La religion doit rester un choix personnel et en aucun cas une obligation. La démocratie, c'est gérer la variété. Le port de la minijupe, c'est un choix personnel. Autoriser le foulard islamique à l'université n'est pas la priorité du peuple. La priorité, ce sont les 11 millions de chômeurs. La Turquie compte des musulmans, des juifs, des alévis, des athées. Tous sont Turcs et l'État doit être neutre et laïc. La politique, c'est comme la technologie, elle doit s'adapter au monde qui change. Aujourd'hui, notre priorité, c'est de rejoindre l'Europe en démocratisant la Turquie¹⁸ ».

« Nous sommes un parti conservateur démocrate. »
Recep Tayyip Erdogan

Politologue et journaliste, Murat Belge pense que l'AKP ne représente plus un danger d'islamisation pour la Turquie. Pour lui, celle-ci vit la dernière étape d'un mouvement de domestication de l'islam politique ; et il souligne le fait que la tradition d'occidentalisation, de multipartisme, de constitutionnalisme du pays a obligé les islamistes eux-mêmes à évoluer. Ils ont compris que la société turque, par son histoire qui diffère de celle du monde arabe, est imperméable au fondamentalisme. Pour M. Belge, la véritable menace qui pèse sur la démocratisation en cours demeure l'armée, capable de saboter le processus. Le sociologue Ferhat Kentel rejoint Murat Belge sur ce point. Il estime qu'appliquer le terme « islamiste » à l'AKP est désormais un non-sens. Observant notamment que, depuis 20 ans en Turquie, toutes les études sociologiques sérieuses ont montré que la part des tenants de l'application étroite des principes les plus rigides de l'islam, en particulier de la charia, est demeurée figée dans une fourchette de 5 à 7 % de la population, il en déduit logiquement que ce n'est pas là que l'AKP est allé chercher les électeurs de la victoire¹⁹. Un des dirigeants du parti, Murat Mercan, fait le même constat :

17. Discours de R.T. Erdoğan lors du 1^{er} Congrès ordinaire de l'AKP, 12 octobre 2003, disponible sur <www.akparti.org.tr>, consulté le 28 mai 2007.

18. « La conversion des islamistes turcs », *L'Express*, 30 octobre 2003, disponible sur <www.lexpress.fr/info/monde/dossier/turquie>.

19. Cité dans J. Marcou, *op. cit.* [2], p. 5.

« L'islamisme est une fiction et un mauvais calcul. Oui, nous avons changé parce que nous avons compris que les Turcs ne veulent pas que la religion soit instrumentalisée par les hommes politiques. Le Coran ne résout pas les problèmes de la société. Il professe juste des valeurs²⁰ ».

Longtemps en butte à une répression visant à les exclure du champ politique, les dirigeants de l'AKP ont finalement compris qu'une réelle démocratie, et une intégration dans l'Europe, représentaient la meilleure garantie de liberté d'expression et de développement pour l'islam politique. Le fait que les intellectuels islamistes développent un discours démocratique traduit donc la revendication d'un espace de liberté et de pluralisme ; la reconnaissance d'un concept utile localement. Les musulmans sont donc censés défendre, contre le régime actuel, « la démocratie, les droits de l'homme, la supériorité du droit, le pluralisme et le renforcement des administrations locales²¹ ».

En intégrant le processus démocratique, les islamistes ont donc brisé l'identification de la démocratie au kémalisme. Ainsi se dessine une nouvelle configuration sociale et politique : en se plaçant au cœur de la société et de ses institutions, les démocrates islamistes s'approprient le discours « démocratique » et la culture de la non-violence. En les intériorisant, en les percevant comme son œuvre propre²², l'AKP cautionne un véritable processus d'individualisation politique. Ainsi, un écrivain islamiste conclut-il : « il faut comprendre que les musulmans ne pourront être libres, sans que la Turquie soit libre, sans qu'il y ait des réformes valables pour tous ceux qui y vivent²³ ».

Un parti de gouvernement, intégré au système

Les discours qui stigmatisent l'AKP ne sont pas entièrement fantasmagiques, mais ils ne s'appuient guère sur la pratique concrète de ce parti au pouvoir. Depuis les élections de 2002, l'AKP a toujours évité une crise avec les élites politico-militaires du pays. Pour comprendre son évolution, et admettre l'idée selon laquelle il ne constituerait plus un courant islamiste virulent, et serait devenu un parti du système comme les autres, il faut se reporter à ses choix concrets.

20. *L'Express*, article cité [18].

21. Cité dans F. Kentel, *op. cit.* [12], p. 90.

22. N. Elias, *La Société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.

23. A. Özcan, « Yeni dönemin ipuçları (« Les indices de la nouvelle période »), *Degisim*, n° 54, mars 1998, p. 1, 10-11.

Dès son arrivée au pouvoir, l'AKP a fait de l'intégration dans l'Union européenne (UE) son principal dossier international. Après la victoire, les dirigeants de l'AKP entreprennent immédiatement une « tournée » européenne. L'ensemble des réformes baptisées « paquets d'harmonisation » sont présentées au Parlement en juin 2003, six mois seulement après l'accession au pouvoir. Ces « paquets » ont abordé de front des questions jusqu'alors considérées comme taboues. Le rôle du Conseil de sécurité national a évolué, les tribunaux de sûreté d'État ont été supprimés, les lois sur les associations, les droits de réunion et de manifestation, comme la loi antiterroriste, ont été modifiées. Les Kurdes ont aussi obtenu certains droits : enseigner dans leur langue, pouvoir utiliser des prénoms kurdes. La question chypriote a également connu d'importantes avancées malgré la persistante défiance de la partie grecque. Toutes ces évolutions ont été réalisées sous le mandat de l'AKP.

Au bilan politique et économique de l'actuel gouvernement, on peut dire qu'il s'est placé dans la continuité des politiques néo-libérales de ses prédécesseurs. Le Fonds monétaire international (FMI) est toujours le partenaire incontournable de l'économie turque ; le nouveau pouvoir a enregistré des succès en matière de contrôle des taux d'inflation et d'intérêt, au plus bas depuis plus de 20 ans ; la confiance est revenue dans les milieux d'affaires, qui misent sur un rythme de croissance de 6 % pour la prochaine décennie.

L'influence de l'islam sur les décisions du parti est vraisemblablement minime

Quant à l'influence de l'islam sur le fonctionnement et les décisions du parti, elle est vraisemblablement minime. L'AKP a neuf députés femmes, contre huit pour le CHP : peut-on, dès lors, parler de l'exclusion des femmes du parti, même si nombreuses sont celles qui portent le foulard ? Pour les élections législatives de 2007, le parti a refusé les candidatures des femmes portant le foulard, tout en investissant deux candidats d'origine arménienne²⁴.

Tableau 1. Cartographie du Parlement turc en 2007
(en nombre de députés par partis, avant les élections)

	AKP	CHP	ANAP	Indépendants	DYP	HYP	SHP	GP
Députés	352	151	20	11	5	1	1	1

24. Journal *Sabah*, 16 mai 2007.

L'AKP s'est donc fort bien adapté au système, peut-être même trop, par rapport à ses convictions et au dynamisme de ses débuts. En matière de libertés publiques, malgré un effort initial considérable, l'AKP a en effet ralenti depuis quelque temps ses avancées démocratiques. Prenant en compte les pressions venues de l'armée, dans le cadre de la lutte contre le PKK, l'AKP a finalement renforcé la loi anti-terroriste, précédemment modifiée dans le cadre du processus d'harmonisation avec l'UE. Le gouvernement n'a pas non plus osé modifier l'article 301 du Code pénal, qui prévoit de lourdes peines pour les propos tenus contre la « turquité ». Aux termes de cet article, on a compté en une seule année entre cinq et dix procès contre des écrivains et journalistes : Orhan Pamuk, Perihan Magden ou Hrant Dink (assassiné cet hiver par des nationalistes radicaux).

Dans les faits – et c'est aussi le jugement d'Hamit Bozarslan –, il semble que, ni meilleur ni pire gestionnaire de l'économie, ni plus ni moins répressif, l'AKP n'est de même ni plus ni moins démocrate que les autres formations²⁵. En dépit de tous ses efforts en matière de libertés publiques, l'AKP ne parvient toujours pas à s'affranchir des vieilles habitudes répressives turques. S'il constitue une menace pour la démocratie, ce n'est pas en raison de sa référence islamiste, mais parce qu'il s'inscrit dans une logique et dans des modalités d'exercice du pouvoir qui sont fort peu démocratiques. En ce sens, il ressemble aux autres formations turques et utilise, avec autant de zèle qu'elles, les moyens répressifs que la Constitution et les lois mettent à sa disposition. Au moment du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de 2004, le gouvernement a interdit toute manifestation publique autour de la « zone rouge » du sommet et réprimé assez violemment toutes les contestations organisées. Récemment, la fête du 1^{er} mai a subi le même sort, et s'est conclue par un millier d'arrestations.

La crise politique récente reflète un malaise chez les élites kémalistes qui détenaient depuis 1980 le monopole du champ politique du pays. Elle est également liée à une certaine rancœur face à la menace de réformes sociales, politiques (réduction du nombre de militaires dans le Conseil de sûreté nationale par exemple), voire d'ordre symbolique dans le pays. Ahmet Insel souligne que « c'est une Turquie sur la défensive, "laïcarde" plus que vraiment laïque, qui dénonce pêle-mêle la menace extérieure et les pressions de l'Europe, autant qu'elle craint cette autre partie de son peuple qui porte le foulard²⁶ ». Certes, l'AKP est aussi responsable de la situation actuelle. La façon dont il a joué avec le nom du candidat pour la

25. H. Bozarslan, *op. cit.* [10].

26. « La Turquie laïque mobilisée contre le Premier ministre », *Libération*, 16 avril 2007.

présidence, dont l'annonce a été faite le dernier jour possible, a contribué à maintenir un haut niveau de tension, et a accrédité l'impression que le parti voulait tenter un grand coup en se jouant des équilibres du pays, alors qu'il est encore loin d'en représenter la majorité. L'attitude mesurée mais décidée du gouvernement après le communiqué des militaires, rappelant à ces derniers qu'ils étaient soumis à l'autorité du gouvernement, constituait en soi un geste courageux, dans la mesure où les partis précédemment au pouvoir avaient toujours baissé la tête dès que l'armée élevait la voix. Un élément parmi d'autres, qui justifie l'espoir de ceux qui pensent qu'en définitive, cette crise pourrait contribuer à la maturation démocratique du pays, et l'accélérer.

Au lendemain des élections législatives

Le résultat des élections législatives du 22 juillet 2007 a confirmé, et conforté, la place de l'AKP dans le champ politique turc. Le parti a réuni 46,7 % des voix et sort grand vainqueur des élections avec 341 députés, ce qui lui permet de recomposer un gouvernement solide. Depuis 52 ans en Turquie, aucun parti au pouvoir n'était sorti aussi renforcé des élections, augmentant le nombre de ses voix de 40 % par rapport à 2002 (de 10,7 à 16,3 millions de voix)²⁷.

Plusieurs facteurs expliquent sa victoire, mais il est certain que la crise politique et l'intervention « virtuelle » de l'armée ont joué un rôle considérable dans ce succès à l'ampleur inattendue. Ces résultats peuvent être considérés comme la réponse du peuple turc au dogmatisme de l'idéologie laïciste du pays. Ils montrent également l'hostilité de la population face aux interventions extérieures (comme celles de l'armée) sur un Parlement démocratiquement élu.

Pour comprendre la victoire électorale de l'AKP, il faut enfin évoquer l'opposition agressive et destructrice du CHP, son glissement vers le nationalisme lui faisant perdre des voix à gauche, l'absence d'un véritable parti de gauche capable de réunir cet électorat, l'existence d'un barrage électoral²⁸ national de 10 % et le passé corrompu des leaders des principaux partis de droite. Aucun parti de l'opposition n'a su proposer de véritable programme alternatif à celui du gouvernement ; les élites laïques

27. Journal *Radikal*, 23 juillet 2007 et journal *Milliyet*, disponible sur <www.milliyet.com.tr/secim2007/default2.aspx>.

28. En raison de ce barrage national, la plupart des petits partis de gauche et d'extrême gauche ne sont jamais parvenus à entrer au Parlement. Au cours de ces élections, ils ont mené une campagne commune en incluant le Parti pour une société démocratique (DTP), kurde, qui proposait des candidatures indépendantes. De fait, ils ont réussi à obtenir 24 sièges. Ils pourront ainsi constituer une véritable force de pression dans les décisions fondamentales, comme l'élection du président de la République.

kémalistes ont transformé les élections en un référendum pour ou contre l'AKP. La réponse de la population a été claire ; cette dernière a montré qu'elle n'était pas convaincue par l'argument du caractère islamiste dissimulé de ce parti. Quelle que soit donc l'évolution politique à venir, une chose est certaine : il faudra désormais compter avec l'AKP, force politique incontournable, irréductible, mais aussi – originalité du cas turc – sans doute intégratrice.



MOTS CLÉS

Turquie
AKP
laïcité
Islam
Europe